

nom et les circonstances dans lesquelles il a rempli ce poste n'aient contribué à gagner la confiance du peuple en son ministère. Comment mon très honorable ami peut-il se réclamer des actes accomplis par l'ex-premier ministre en vue du triomphe de nos armes pour dire que le ministère actuel doit avoir aujourd'hui la confiance du peuple, étant donné que l'ex-premier ministre s'est démis de ses fonctions et répugne à faire partie du cabinet de mon très honorable ami?

Je dis donc que si nous passons en revue le personnel du cabinet, tel qu'il existait quand il en appelle au peuple du Canada comme gouvernement unioniste, et si nous le comparons avec le présent Gouvernement, nous voyons que les deux diffèrent tellement de caractère et sous le rapport du personnel, qu'il est pour le moins présomptueux, pour mon très honorable ami, de prétendre qu'il a droit à un mérite quelconque pour l'œuvre poursuivie par le gouvernement précédent, et à la continuation de la confiance du pays pour les résultats qui s'en sont suivis.

Puis-je poser à mon très honorable ami cette question et espérer qu'il y répondra. Croit-il que s'il avait été appelé lui-même à former un gouvernement unioniste en 1917, il aurait été en mesure de le faire. Prétend-il que si c'eût été lui, au lieu de l'ex-premier ministre, qui se serait présenté devant le pays, comme premier ministre demandant l'appui du public pour son administration, prétend-il, dis-je, que le public lui aurait alors accordé la confiance dont il a fait preuve à l'égard de l'ex-premier ministre et de ses collègues? A moins qu'il ne soit prêt à se lever et à déclarer qu'il était tout autant que l'ex-premier ministre en mesure de former un ministère, et que le public a tout autant confiance en lui et en ses collègues actuels que dans l'ex-premier ministre et le groupe qui l'entourait, en vertu de quelle autorité se permet-il de diriger le gouvernement, en tant que possédant la confiance des électeurs de ce pays?

Mais, monsieur l'Orateur, non seulement la composition et le caractère du ministère ont changés, mais ce qui est bien plus important les buts et les objets des deux cabinets sont entièrement différents. Le Gouvernement unioniste s'est présenté devant le pays comme cabinet de guerre, c'est-à-dire pour poursuivre la guerre et traiter les problèmes de la guerre. Mon très honorable ami peut-il dire que le Gouvernement actuel est un cabinet de guerre? A moins qu'il ne soit prêt à dire qu'il a droit actuellement à la con-

fiance du peuple de ce pays comme leader du cabinet de guerre, en vertu de quelle autorité prétend-il à la conduite du gouvernement de ce pays?

Je pourrais citer de longs extraits des déclarations faites devant le pays, dans ce temps-là, en ce qui concernait les objets du gouvernement actuel. Je ne veux pas faire perdre du temps à la Chambre en citant de trop longs extraits. Deux ou trois me suffiront, je crois. Quant aux fins que se proposait le Gouvernement unioniste précédent, je me contenterai de déclarations faites par l'ex-premier ministre (sir Robert Borden) et de mon très honorable ami, leader actuel du Gouvernement, et je demanderai à mon honorable ami de bien vouloir nous dire si, après cela, il est prêt à se lever dans ce parlement et à affirmer que le cabinet qu'il dirige aujourd'hui est bien le même, sous le rapport des buts et objets, que celui qui fut formé en 1917.

Voici une ou deux déclarations faites par l'ex-premier ministre, à l'époque où l'administration unioniste fut formée. Parlant à Toronto le 21 novembre 1917—la citation se trouve dans le *Mail and Empire* du lendemain—le premier ministre d'alors, maintenant représentant de Kings, s'est exprimé ainsi qu'il suit:

L'objet que je me suis proposé, en formant un gouvernement unioniste, était d'appeler à en faire partie un personnel qui représenterait réellement tous les éléments de la population du Canada qui étaient prêts à appuyer le gouvernement dans ses efforts pour gagner la guerre, et pour combattre pour l'humanité, la civilisation et le sort de l'univers.

Parlant à Oshawa, le 26 novembre 1917, ainsi qu'en fait foi le *Toronto Globe* du lendemain, l'ex-premier ministre (sir R. Borden), a dit ce qui suit:

Y a-t-il vraiment quelque raison d'alléguer qu'il ne saurait y avoir union ni unité nationale en ce pays, quand la nation même est en péril? La question est de savoir si le Canada doit maintenir son effort en cette guerre ou s'il doit y mettre fin. C'est là la question.

C'est là ce que le très honorable ex-premier ministre a dit aux électeurs de ce pays lors des dernières élections. Il a expressément déclaré que la question était de savoir si le Canada devait maintenir son effort ou bien s'il devait sortir de la guerre. Mon très honorable ami, aujourd'hui leader du Gouvernement, peut-il dire que la question actuellement devant le pays peut être énoncée dans les mêmes termes? Peut-il trouver quoi que ce soit qui puisse le justifier à maintenir un gouvernement sur la même base que celle qui